

LOGEMENT

Logement social : « Le sujet est une bombe prête à exploser »

HAUTS-DE-FRANCE Fin 2022, 220 000 demandes de logements sociaux étaient en attente dans les Hauts-de-France. Et 3 000 personnes ont contacté le 115 pour une demande d'urgence, sans obtenir de propositions. D'où la création d'une « Alliance » régionale, qui associe les acteurs de la chaîne du logement.

Nouvelles réglementations énergétiques qui rendent compliquée la construction de logements, hausse du coût des matières premières et de l'énergie, explosion des taux d'intérêt, etc. Tous ces facteurs ont contribué à rendre les projets immobiliers plus coûteux, voire à les remettre en cause.

Résultat ? « Fin 2022, 220 000 demandes de logements sociaux étaient en attente. 17 % des ménages vivent sous le seuil de pauvreté et 3 000 personnes ont contacté le 115 pour une demande d'urgence, sans obtenir de propositions. Et rien que sur la métropole lilloise, plus de 1 000 personnes vivent dans des squats ou des bidonvilles. Aujourd'hui, le sujet du logement est une bombe sociale prête à exploser », répond Jean-Louis Cottigny, président de l'URH (Union régionale pour l'habitat) Hauts-de-France. Ce dernier rappelle que la région affiche le taux de pauvreté le plus élevé après l'Île-de-France.

CINQ MILLIARDS D'EUROS D'INVESTISSEMENT

Face à cette situation, une Alliance régionale pour le logement des Hauts-de-France a été officiellement créée pour tenter d'apporter des solutions à cette crise, « qui est arrivée de manière brutale », selon Jean-Louis Cottigny.

Cette alliance associe les acteurs de la chaîne du logement, qui souhaitent apporter des réponses à la crise que traverse le secteur du lo-



La région Hauts-de-France affiche le taux de pauvreté le plus élevé après l'Île-de-France.

gement social. Elle regroupe l'Union régionale pour l'habitat Hauts-de-France (URH), la FPI (fédération des promoteurs immobiliers), la FFB (Fédération française du bâtiment) et des associations comme la Fondation Abbé Pierre. « Le prix pour se loger et les charges sont en décalage avec le revenu des personnes. Et l'habitat indigne reste un problème pour la

région. Il est indispensable de mobiliser l'ensemble des acteurs du logement, faire reconverger les prix des logements et les ressources des personnes.

CRISE EUROPÉENNE

Il faut une réponse forte, coordonnée et immédiate », résume Isabelle Fourret, de la Fondation Abbé Pierre Hauts-de-France.

Autres partenaires : l'union des architectes, la banque des territoires, la fédération des acteurs de la solidarité et l'Union régionale des jeunes en Hauts-de-France (URHAJ). « 70 % des jeunes qui poussent les portes de résidences n'ont pas de réponse. C'est un frein à l'émancipation de la jeunesse. En plus, avec la hausse des coûts, se pose le problème de la solvabilité. La

région des Hauts-de-France est une région très jeune, où il faut développer une gamme d'habitats jeunes », revendique Yasmina Lamotte, de l'URHAJ.

Face à une crise qui touche l'ensemble de l'Europe (de jeunes Irlandais fuient par exemple leur pays, faute de pouvoir se loger !), la réponse doit être collective, selon la nouvelle Alliance pour le logement dans les Hauts-de-France.

« Garantir l'accès à ce droit fondamental pour tous, qui est le logement social »

Jean-Louis Cottigny

Qui a décidé d'élargir son action aux acteurs de la solidarité « pour garantir l'accès à ce droit fondamental pour tous, qui est le logement social », martèle Jean-Louis Cottigny. Il ajoute que la nouvelle Alliance a engagé une enquête régionale de programmation de chantiers à trois ans. « Les premiers résultats de cette enquête, à laquelle ont répondu la grande majorité des bailleurs de la région, font remonter des perspectives d'investissement. » Soit 20 500 logements neufs, dont les chantiers sont prévus d'ici fin 2026, et 42 000 rénovations programmées sur la même période. Ce qui représente cinq milliards d'euros d'investissement.